

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2357>



Contribution de l'EE-SNUipp aux débats : Notre syndicalisme après les élections



Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2016-2017 - Conseil national de mai 2017 -
Date de mise en ligne : vendredi 12 mai 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Quels enseignements le mouvement social, et en particulier notre syndicalisme, peut tirer de l'élection présidentielle, premier volet de la séquence électorale en cours ?

De façon inédite les sortants ont été délogés comme jamais dans l'ordre, l'élimination de Sarkozy, Juppé, Hollande, Valls et Fillon. Cela rend incertain l'avenir des deux principaux partis structurant la vie politique française tout en faisant vaciller le présidentialisme de la Ve république.

Un effet différé du mouvement contre la loi travail

Si le score particulièrement élevé d'une candidature de gauche antilibérale résulte d'une dynamique propre, il est également une conséquence du mouvement social de 2016 contre la loi travail dans lequel le SNUipp avec la FSU ont pris toute leur place. Mobilisation et travail de conviction des organisations syndicales, occupation des places de Nuit debout, hashtag #onvautmieuxqueça, soutien majoritaire de la population... ont permis qu'un quart des salarié-es se rassemble autour de cette candidature. Pour partie, ce vote traduit politiquement et de façon différée ce mouvement social tout en validant l'orientation syndicale de contestation des politiques libérales et austéritaires.

Une lutte contre l'extrême-droite à amplifier

De façon prévisible, l'extrême-droite a accédé au

second tour de l'élection, mais avec un score moins important que prévu. L'offre politique vraiment à gauche et la dynamique de campagne ont enrayer sa progression.

Toutefois son score au 2e tour et les 10,6 millions de voix obtenues par Le Pen sont un fait sans précédent. C'est quasiment le double de voix par rapport au 2nd tour de 2002.

La progression des idées d'extrême-droite et le vote pour le FN sont beaucoup moins importants chez les salarié-es proches d'un syndicat que dans le reste de la population. Notre syndicalisme doit poursuivre et développer son travail d'éducation populaire pour lutter contre le racisme, ciment de ce parti néo fasciste, tout en continuant à en dénoncer l'imposture sociale. Cela est d'autant plus nécessaire que le milieu enseignant n'est plus tout à fait « imperméable » aux idées de l'extrême-droite.

Un président élu par défaut, sans adhésion

Seul-es 16 % des électeurs-trices de Macron du second tour ont mis en avant le programme dans la motivation de leur vote contre 43 % le rejet de Le Pen. Le président de la République aura été élu par défaut, sans adhésion majoritaire à son projet mais comme simple réceptacle d'un vote « utile » dès le premier jusqu'au second tour, en bénéficiant d'un concours de circonstances plus que favorable. Le nombre record de 4 millions de votes blancs et nuls ajouté aux 25 % d'abstention fragilisent encore davantage sa légitimité.

Rassembler le syndicalisme de lutte et de transformation sociale

Malgré les difficultés, le syndicalisme a largement contribué à écarter, pour un temps, le danger néo-fasciste de la tête de l'État. Avec les composantes du mouvement social, il aura un rôle majeur pour combattre le danger libéral,

plus présent que jamais, en lui infligeant de nécessaires défaites et contribuer à imposer des alternatives de transformation sociale.

Cela oblige par ailleurs le syndicalisme à se renforcer. Numériquement en gagnant en adhésion et en audience auprès des salarié-es mais également dans son organisation. L'enjeu est aujourd'hui de dépasser le morcellement actuel du syndicalisme de transformation sociale.

La FSU, par son histoire et sa place particulière, en faisant le choix d'une autonomie provisoire couplée à une volonté de réunification du syndicalisme de lutte, a un rôle central à jouer.

Et ce, sur deux niveaux.

En construisant l'unité d'action la plus large face aux attaques contre les acquis sociaux et pour conquérir de nouveaux droits en rassemblant un maximum d'organisations syndicales.

En proposant un cadre souple de coordination aux organisations CGT et Solidaires avec lesquelles elle travaille et mobilise les salarié-es depuis plusieurs années, dans un objectif de rassemblement pour lutter contre les politiques libérales et recomposer à terme le syndicalisme de transformation sociale.

Rassembler le mouvement social et au-delà

Au-delà de ce seul aspect, d'autres questions se posent. Dans ce contexte, quelle configuration pour rassembler le mouvement social ?

Quelles actions seraient envisageables entre des forces politiques et le mouvement social tout en respectant son autonomie ? Quelles co-productions seraient possibles pour populariser un autre projet pour une autre société ?

Il nous faudra apporter des réponses à ces questions importantes dans les prochains mois pour défaire le danger libéral et combattre plus que jamais le danger néo-fasciste toujours si dangereusement présent.